

24 octobre 1984 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée au Times, Londres, mercredi 24 octobre 1984.

QUESTION.- Vous venez de vous rendre au pays basque français, où vous pouviez redouter vous-même un acte de terrorisme, lorsque vous avez appris la nouvelle de l'attentat de Brighton contre Mme Margareth Thatcher et ses ministres. Quelle fût votre première réaction ?

- LE PRESIDENT.- J'ai immédiatement envoyé un message de sympathie à Mme Thatcher, car je voulais qu'elle-même, son gouvernement et la Grande-Bretagne sachent que la France était très affectée par ce qui venait de se produire. Mais je n'ai pas du tout songé que je courais le même genre de risque.

- QUESTION.- Estimez-vous que le moment est venu pour les pays démocratiques de coopérer plus étroitement dans la lutte contre le terrorisme ? Pouvons-nous compter sur la France pour extraditer les terroristes de pays amis, tels que les plastiqueurs de l'IRA, qui ont commis des actes de violence ?

- LE PRESIDENT.- Tout dépend de ce dont ils sont accusés. Si leurs motifs sont manifestement d'ordre politique, la France ne pourrait extraditer ceux qui sont prêts à renoncer à la violence en l'échange de l'asile (politique) en France. Nous avons expliqué en 1982 dans quel cas le gouvernement pourrait approuver une extradition déjà décidée par les tribunaux. D'autres extraditions pourraient être approuvées à l'avenir, mais nous tenons beaucoup à protéger le droit d'asile (politique) en France.

- QUESTION.- Qu'arriverait-il, pour prendre un cas précis, si les plastiqueurs de l'IRA qui viennent de commettre l'attentat contre Mme Thatcher se réfugiaient en France, et que la Grande-Bretagne demande leur extradition ?

- LE PRESIDENT.- Ne faisons pas de supposition. Si un terroriste venait en France, son cas serait étudié en fonction des critères établis. Je peux toutefois vous assurer que mon pays n'est pas disposé à transiger avec le terrorisme.

QUESTION.- D'après un récent sondage, Mme Thatcher est en France le moins populaire des dirigeants mondiaux, après le Colonel Kadhafi et Fidel Castro. On dit que vous avez personnellement une très grande admiration pour la "dame de fer". Quelles sont les qualités et les aspects de sa politique que vous admirez le plus chez elle ?

- LE PRESIDENT.- Sa force de caractère, son intelligence, la précision de sa pensée, la conviction avec laquelle elle prend ses décisions et la ténacité avec laquelle elle les met en oeuvre. C'est une personne avec laquelle on peut discuter clairement. On peut ne pas tomber d'accord avec elle, ce qui m'arrive parfois, mais on sait pourquoi il y a désaccord.

- QUESTION.- La personnalité des dirigeants mondiaux avec lesquels vous êtes en relation est-elle pour vous importante ?

- LE PRESIDENT.- Oui, certainement, l'histoire est faite par ses acteurs.

QUESTION.- On observe des divergences fondamentales entre la politique que préconise le parti travailliste britannique et celle que mènent les socialistes en France, par exemple en matière d'économie, de défense et en ce qui concerne l'Europe. Pensez-vous que le parti socialiste français soit en fait plus proche des partis britanniques du centre, tels que le parti libéral ou le SDP `parti social démocrate` ?

- LE PRESIDENT.- J'en doute. Nous avons des divergences de vues avec le parti travailliste, mais nous avons également d'importants points communs, en ce qui concerne, par exemple, les problèmes de société, les rapports entre les classes, la justice sociale, la redistribution du pouvoir

et de la richesse. J'ai toujours entretenu d'excellentes relations avec le parti travailliste. Mais je ne souhaite pas intervenir dans la politique intérieure de votre pays.

- QUESTION.- Beaucoup se demandent si votre politique est encore socialiste, ou s'il ne vaudrait pas mieux la qualifier de "social-démocrate". Qu'y a-t-il, à proprement parler, de socialiste dans la politique que vous menez à l'heure actuelle, et dans celle que vous entendez mener à l'avenir ? D'aucuns estiment que dans la France d'aujourd'hui, les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent.

- LE PRESIDENT.- Si les riches s'enrichissaient, ils seraient moins hostiles à la politique du gouvernement. L'inflation est l'impôt le plus lourd qui pèse sur les pauvres, et nous sommes entraînés de la juguler. Nous prenons toute une série de mesures destinées à aider les pauvres, mais nous avons été gênés par la crise économique. Mon programme électoral de 110 propositions devait être mis en oeuvre au cours des sept années de mon mandat présidentiel, non en trois ans. Les deux tiers de ce programme ont déjà été appliqués. Malgré les limites que nous impose la crise, nous progressons. Mais il reste beaucoup à faire.\

QUESTION.- Cette année marque le 80ème anniversaire de l'entente cordiale. Certains, de part et d'autre de la Manche, estiment que les relations entre la France et la Grande-Bretagne relèvent plutôt actuellement d'une "discorde acrimonieuse".

- LE PRESIDENT.- C'est complètement faux. Dans l'ensemble, nos relations sont bonnes. Nous n'avons pas la même idée de l'Europe `CEE`. Mais lorsqu'il s'agit de questions aussi cruciales que la menace qui pèse sur la paix, ou la défense d'une certaine sorte de civilisation, la Grande-Bretagne et la France s'entendent très facilement. Controverse, oui. Discorde, non.\

QUESTION.- Avant le sommet de Fontainebleau, alors qu'il semblait que l'Europe n'en aurait jamais fini avec ce qu'on appelait "le problème britannique", certains ont suggéré que la Grande-Bretagne soit exclue du Marché commun `CEE`, ou tout au moins reléguée au second rang, dans une Europe "à deux vitesses". Estimez-vous que la Communauté européenne aurait un sens si la Grande-Bretagne n'y figurait pas en bonne place ?

- LE PRESIDENT.- Je ne sais où sont le premier ou le second rang. Il y a des pays qui souhaitent renforcer l'union politique de l'Europe, d'autres non. Je ne sais pas exactement ce que décidera la Grande-Bretagne. La France a choisi de renforcer l'union.

- QUESTION.- Mais serait-il possible de construire une Europe forte sans la Grande-Bretagne ?

- LE PRESIDENT.- Ce ne serait pas souhaitable.

- QUESTION.- La relation spéciale que la Grande-Bretagne entretient avec les Etats-Unis fait-elle obstacle à son intégration totale au sein de la Communauté ?

- LE PRESIDENT.- Je ne le crois pas. Mais c'est à la Grande-Bretagne, non à moi, de répondre à cette question. La Grande-Bretagne est en Europe, non en Amérique. Elle est membre de la Communauté et ses intérêts s'orientent de plus en plus vers le continent. Je ne vois pas pourquoi cette situation se renverserait.

- QUESTION.- Avez-vous encore des doutes quant à l'engagement européen de la Grande-Bretagne ?

- LE PRESIDENT.- J'observe, c'est tout.\

QUESTION.- Les relations qu'entretient la France avec l'Allemagne de l'Ouest sont-elles plus importantes que ses relations avec la Grande-Bretagne ?

- LE PRESIDENT.- La France et la RFA ont fondé la Communauté `CEE` ensemble. Dans ce secteur, elles ont donc l'habitude de coopérer étroitement. Mais nous ne souhaitons pas instaurer un axe Paris - Bonn. Nous ne voulons exclure personne.

- QUESTION.- Mais considérez-vous la France et l'Allemagne de l'Ouest comme le moteur de l'Europe de l'avenir ?

- LE PRESIDENT.- Moteur, oui. Mais il ne s'agit pas d'une chasse gardée.

- QUESTION.- La Grande-Bretagne pourrait-elle être de la partie ?

- LE PRESIDENT.- Autant qu'elle le désire. C'est à elle de décider.

- QUESTION.- Bien des gens ont été frappés à la cérémonie qui s'est déroulée récemment à Verdun `le 22 septembre` de ce que le chancelier Kohl et vous-même avez décidé de joindre vos mains pour marquer la réconciliation de vos deux pays. Fatait-ce un geste prémédité qui en a eu

main pour marquer la reconnaissance de vos deux pays. Etait-ce un geste prémédité, qu'en a-t-il l'idée ?

- LE PRESIDENT.- Ce fut un geste spontané. Je crois que j'ai fait signe au chancelier Kohl, mais comme il a immédiatement tendu la main, je pense que cette idée a dû nous traverser l'esprit au même moment.

- QUESTION.- Quelle a été votre réaction lorsque le ministre italien des affaires étrangères, M. Andreatti, a dit récemment les deux états allemands doivent rester séparés. Croyez-vous que M. Andreatti exprimait simplement à voix haute ce que beaucoup pensent mais n'osent pas dire dans les capitales d'Europe occidentale ?

- LE PRESIDENT.- C'est possible. Mais la façon dont il l'a exprimé ne correspond pas à la position de la France. Nous avons dit que les deux Allemagnes ont parfaitement le droit d'évoluer, par des moyens pacifiques, dans la voie qui leur convient.

- QUESTION.- Mais croyez-vous que l'extraordinaire puissance que représenterait une Allemagne réunifiée soit compatible avec la construction d'une Europe unifiée équilibrée ?

- LE PRESIDENT.- Nous n'en sommes pas encore là. Le système politique et économique et les alliances de deux états allemands sont trop différents. Si la situation devait changer, c'est qu'il se serait produit bien d'autres bouleversements.\

QUESTION.- Les Français accusent souvent les Britanniques de ne pas voir assez loin en ce qui concerne l'Europe, mais les Britanniques jugent que les Français sont beaucoup trop idéalistes et manquent de réalisme.

- LE PRESIDENT.- Tout pays qui participe à une organisation internationale, notamment aux institutions européennes telles que la Cour de justice, doit renoncer à certains aspects de sa souveraineté. Et qui peut y trouver à redire s'il le fait de son propre gré ? La Communauté européenne `CEE` recourt à un mode de scrutin majoritaire et la France voudrait voir ce système plus souvent appliqué. Il n'est donc pas question que la France décide soudain, d'un jour à l'autre, d'abandonner sa souveraineté. Mais c'est la voie que nous devons emprunter si nous voulons évoluer vers une union plus forte dans laquelle nous conserverions néanmoins notre souveraineté pleine et entière sur quelques points précis et concrets.

- QUESTION.- Votre vision de l'avenir va-t-elle jusqu'aux Etats-Unis d'Europe ? et quel est votre avis sur le projet Spinelli à cet égard ?

- LE PRESIDENT.- Une expression comme "Les Etats-Unis d'Europe" est chargée de sous-entendus, étant donné les controverses qui se sont succédées depuis trente-cinq ans. Dès qu'on utilise certains mots codés, les choses deviennent très difficiles. On est lié par leur teneur. C'est pourquoi il faut être prudent lorsqu'on parle d'évoluer vers une Europe ou un certain nombre d'importantes décisions politiques seraient prises en-commun. J'ai déjà dit à l'Assemblée européenne de Strasbourg ce que je pense du projet Spinelli. Nous l'acceptons comme base de travail.

- QUESTION.- Vous avez dit naguère que l'Europe n'est pas capable à l'heure actuelle d'assurer sa propre défense et que l'Alliance atlantique est donc une nécessité. Mais préféreriez-vous que l'Europe se dote d'une force de défense suffisante qui puisse remplacer l'arsenal américain ?

- LE PRESIDENT.- L'Alliance atlantique est une réalité. Il est si peu probable que l'Europe puisse être capable dans un avenir proche d'assurer sa propre défense qu'il est inutile de perdre du temps à en débattre. La France a 98 ogives nucléaires, la Grande-Bretagne 64, les Etats-Unis 10000. Il aura coulé beaucoup d'eau sous les ponts d'ici que votre question puisse se justifier.

- QUESTION.- Mais serait-ce souhaitable ?

- LE PRESIDENT.- Qu'un jour l'Europe ... bien sûr, ce serait souhaitable mais ce n'est pas envisageable de mon vivant.

- QUESTION.- Vous avez parlé à La Haye à propos de la défense de l'Europe d'une éventuelle station spatiale européenne habitée.

- LE PRESIDENT.- J'en ai parlé à propos de la défense mais ce n'était peut-être pas ma première idée. Je suis convaincu que l'Europe doit se doter de moyens leur permettant de maîtriser la technologie spatiale. Je ne pensais pas à des applications militaires immédiates, mais je pensais qu'il serait utile d'avoir une station qui puisse être affectée à un usage militaire, même si ce n'est

pas son principal objet.\

QUESTION.- Vous avez dit, il y a presque exactement un an, que la crise des euromissiles était la plus grave que le monde ait connue depuis le blocus de Berlin en 1948, et la crise cubaine de 1962. C'était juste "Pershing". La force multinationale des quatre pays était au Liban et la France avait également des troupes au Tchad. Les missiles sont déployés, les troupes étrangères ont quitté le Liban et le Tchad. Pensez-vous que le monde soit aujourd'hui moins dangereux ?

- LE PRESIDENT.- Un peu moins dangereux, oui. Le point culminant de cette crise qui était en grande mesure psychologique, mais qui aurait également pu avoir de très graves répercussions politiques, s'est situé en octobre - novembre `1983` de l'an dernier. Maintenant que nous sommes sortis de cette période, il semble que les choses se soient améliorées.

- QUESTION.- Estimez-vous qu'un changement de dirigeant chez l'une des deux super-puissances modifierait la situation actuelle ?

- LE PRESIDENT.- Je crois que les individus influencent les événements, mais que les décisions sont collégiales. La politique soviétique `URSS` ne sort pas toute faite de la tête de M. Tchernenko, pas plus que la politique américaine `Etats-Unis` ne vient entièrement de celle de M. Reagan. Je ne crois donc pas qu'un changement au sommet modifierait beaucoup la politique de ces pays.\

QUESTION.- Pour quelles choses pensez-vous obtenir une place dans l'Histoire et répondriez-vous de même si je vous demandais pour quelles choses vous aimeriez avoir une place dans l'Histoire ?

- LE PRESIDENT.- Les réponses ne sauraient être identiques puisque je dois vivre avec les événements de mon époque. Je ne peux donc pas songer à des situations plus dramatiques, plus héroïques, qui d'ailleurs ne seraient pas souhaitables pour notre peuple. Il faut donc voir les choses dans le -cadre des événements réels. La grande difficulté, c'est que je dois diriger la France à une époque où les effets de la crise économique se font encore sentir de façon intense, ce qui veut dire que je ne peux pas mettre en oeuvre autant que je le souhaiterais la politique que je voudrais mener. Pour le reste, en ce qui concerne l'Histoire de la France, je pense que l'arrivée des socialistes au pouvoir en 1981 a permis d'opérer un changement des structures économiques, sociales et institutionnelles, dont on n'avait pas vu la pareille depuis le premier empire. Sur le -plan international, je pense que la France est en position de force et qu'elle a une grande audience dans le tiers-monde, grâce à notre aide accrue et au fait que dans les forums internationaux nous nous attachons à faire reconnaître les droits du tiers-monde. Je crois que la France pourrait également jouer un rôle décisif dans la construction de l'Europe. Mais cela suffit-il pour avoir une place dans l'Histoire ? C'est à l'avenir d'en décider.\